

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE LA CULTURE



**Arrêté n° 18 portant classement au titre des monuments historiques
de l'église Saint-Germain de Guerchy à Valravillon (Yonne)**

La ministre de la Culture,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 modifié relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2025-24 du 8 janvier 2025 relatif aux attributions du ministre de la Culture ;

Vu la décision en date du 7 mai 2024 portant ouverture d'une instance de classement au titre des monuments historiques pour l'église Saint-Germain de Guerchy à Valravillon (Yonne) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture en date du 26 septembre 2024 ;

Vu l'avis de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture en date du 13 février 2025 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 20 janvier 2025 portant adhésion de la commune de Valravillon, propriétaire, au classement de l'église Saint-Germain de Guerchy ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'église Saint-Germain de Guerchy, dont la construction, débutée au XIII^e siècle, a fait l'objet d'adjonctions significatives jusqu'au XVII^e siècle, présente, au point de vue de l'histoire et de l'art, un intérêt public, en raison de sa qualité architecturale, du traitement stylistique de son chœur Renaissance, dont le chevet est orné de vitraux du XVI^e siècle attribués à Jean Cousin, de la présence de décors peints et, enfin, d'objets mobiliers témoignant de l'importance de la famille de Régnier de Guerchy,

Arrête :

Article 1^{er} : Est classée au titre des monuments historiques l'église Saint-Germain, située rue Jean-Régnier à Guerchy, commune de Valravillon (Yonne), sur la parcelle n° 24, figurant au cadastre section AE, tel que colorié en rouge sur le plan annexé au présent arrêté, et appartenant à la commune de Valravillon (Yonne), identifiée sous le n° SIREN 200 055 747, dont le siège est à la mairie, 1 rue Saint-Germain, 89113 Valravillon, depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié au maire de la commune, propriétaire, et, le cas échéant, à l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme.

Article 3 : Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au fichier immobilier de la situation de l'immeuble classé et au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture.

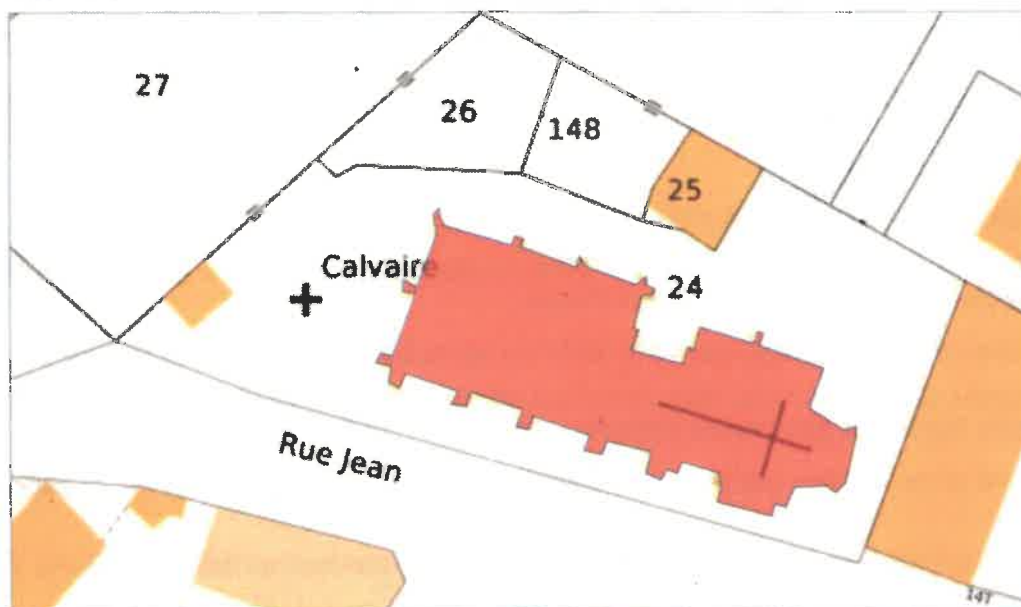
Fait à Paris, le 26 mars 2025.

Pour la ministre et par délégation
La sous-directrice des monuments historiques
et des sites patrimoniaux,

Isabelle CHAVE



Plan annexé à l'arrêté n° 18 du 26 mars 2025 portant classement au titre des monuments historiques de l'église Saint-Germain de Guerchy à VALRAVILLON (Yonne)



PARCELLE N° 24 SECTION AE

Pour la ministre et par délégation
La sous-directrice des monuments historiques
et des sites patrimoniaux,

Isabelle CHAVE

REÇU EN PREFECTURE

le 01/07/2025

Application agréée E-legalite.com

99_AR-089-248900524-20250630-A_2025_12AN



**PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale des affaires culturelles



Dijon, le **10 AVR. 2025**

Service : Conservation des monuments historiques
Affaire suivie par : Sophie LOPPINET-MÉO
Tél : 03.80.68.50.93
mél : sophie.loppinet@culture.gouv.fr
Réf : CRMH/SLM/VM/2025/N° **587**
Courrier en recommandé avec AR
PJ : Copie de l'arrêté de classement au titre des monuments historiques

du Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que Madame la Ministre de la Culture a classé au titre des monuments historiques l'église Saint-Germain de Guerchy à Valravillon, dont la commune est propriétaire (parcelle N°24, section AE).

Le classement au titre des monuments historiques s'applique aux immeubles dont l'intérêt d'histoire et d'art justifie la conservation matérielle et la transmission aux générations futures. Les servitudes qui s'appliquent aux édifices protégés au titre des monuments historiques afin de garantir leur préservation sont précisées au livre VI du code du patrimoine. Les travaux sont notamment soumis à autorisation préalable de l'État qui exerce sur ceux-ci un contrôle scientifique et technique. Afin d'accompagner la commune de Valravillon dans l'entretien et la conservation de ce patrimoine, la Conservation régionale des monuments historiques et l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Yonne ont pour mission d'apporter une expertise scientifique, un conseil technique et un suivi administratif aux services de la commune.

Pour de plus amples renseignements notamment concernant le régime des travaux et des restaurations sur les monuments historiques inscrits, le site internet du ministère de la Culture peut être consulté à l'adresse suivante :

<https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Monuments-Sites/Interventions-demarches/Proteger-des-immeubles-au-titre-des-monuments-historiques>

Monsieur Mahfoud AOMAR
Maire de Valravillon
1, rue Saint-Germain
89113 VALRAVILLON

Copie transmise pour information à Monsieur le Préfet de l'Yonne

Direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne-Franche-Comté
Hôtel Chartraire de Montigny - 39-41 rue Vannerie - BP 10578 - 21005 Dijon Cedex
Tél 03 80 68 50 50
www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Bourgogne-Franche-Comte

1/2



Cette protection au titre des monuments historiques génère une servitude au titre du code du patrimoine qu'il convient d'annexer au document d'urbanisme de votre collectivité, en application des articles L.153-60 et R.153-18 du code de l'urbanisme s'il s'agit d'un plan local d'urbanisme, ou des articles L.163-10 et R.163-8 de ce même code s'il s'agit d'une carte communale.

Aussi, je vous serais reconnaissant de veiller à effectuer ces formalités obligatoires dans les meilleurs délais et à m'adresser copie des arrêtés portant mise à jour des annexes de votre document d'urbanisme. À défaut, préfet de département pourra procéder d'office à ces formalités dans un délai de trois mois après mise en demeure (art. L.153-60). Les services de la Direction départementale des territoires vous apporteront tous les renseignements nécessaires à la transcription de ces servitudes.

Pour votre information, je rappelle que vous disposez de la possibilité de former un recours gracieux ou contentieux contre cette décision devant la juridiction compétente, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de celle-ci, en application des art. R 421-5 et suivants du code de justice administrative.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments distingués.

Très cordialement,

Pour le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté
et par délégation
Pour la directrice régionale des affaires culturelles
et par délégation

Le conservateur régional des monuments historiques

Laurent BARRENECHEA

